

minimum vital par année de service l'allocation viagère aux veuves non remariées (p. 6446); Art. 49 : *Son amendement relatif au calcul des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat* (p. 6449); Art. 75 *ter* : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la Sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires* (p. 6484, 6485); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6554); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6740); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 14 : *Amendement de M. Rincent tendant à spécifier que l'amnistie n'entraîne pas de réintégration dans les emplois et fonctions publiques* [28 novembre 1950] (p. 8216, 8218); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Péron tendant à élire les députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale* [23 février 1951] (p. 1553); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1901); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 2 : *Situation des sinistrés manquant de liquidité* [18 avril 1951] (p. 3470, 3471); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5038).

LÉCRIVAIN-SERVOZ (M. Albert), Député du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [27 avril 1948] (p. 2296), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens

de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946, p. 10803]. — Est nommé membre de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé : juge suppléant à la Haute Cour de Justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796); juré à la Haute Cour de Justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [8 juin 1948] (p. 3276, 3277).

Dépôts :

Le 28 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un régime de prestations-pensions pour le personnel navigant de l'aéronautique civile, n^o 6233. — Le 30 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Livry-Level et plusieurs de ses collègues portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, n^o 11465.

Interventions :

Participe à la discussion de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 423, 424). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration de la société* [29 avril 1948] (p. 2343); *le retire* (p. 2358); Art. 10 : *Son amendement relatif aux juridictions compétentes en cas de conflit avec le personnel ou des tiers* (p. 2366); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir une avance de 2 milliards par l'Etat* (p. 2367); *le retire* (p. 2368); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article prévoyant une convention de dix ans entre la Compagnie et l'Etat* (p. 2372); *le retire*

(*ibid.*); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2373); *le retire* (*ibid.*); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2380, 2381, 2382); — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à préciser l'objet de la Compagnie* [4 mai 1948] (p. 2514); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2524); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le minimum pour la taxe de sortie sur les films* [30 juillet 1948] (p. 5092); *Son amendement tendant à supprimer le minimum pour la taxe sur les films en version originale* (p. 5094); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [10 août 1948] (p. 5681, 5682); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6802, 6803, 6804); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes du Pacifique Sud : *Discussion générale* [24 septembre 1948] (p. 6899); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [3 mars 1949] (p. 1238); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Amendement de M. Augarde tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les refontes et gros travaux de la flotte* [21 juin 1949] (p. 3538); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3756, 3757). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4778, 4779, 4780). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5937, 5938). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6159, 6160). = S'excuse de son absence [24 novembre 1949] (p. 6209), [2 janvier 1950] (p. 2), [28 février 1950] (p. 1523). = Obtient des congés [24 novembre 1949] (p. 6209), [2 janvier 1950] (p. 2), [28 février 1950] (p. 1523).

LEENHARDT (M. Francis), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102). — Est élu président de la Commission des affaires économiques [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 746), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné par la Commission des Affaires économiques pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de majorité nécessaire pour l'obtention d'un concordat, **n° 1000**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à renforcer la publicité nécessaire sur l'identité des propriétaires de fonds de commerce et sur les cessions de parts de société, **n° 1001**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à réglementer les gérances libres ou locations gérances de fonds de commerce, **n° 1004**. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution (rectifiée) tendant à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1197 (rectifié)**. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, **n° 1282**. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réunir, dans un organisme spécialisé, les personnalités compétentes chargées d'élaborer et de mettre en place, en liaison avec la Commission de la réforme administrative de l'Assemblée Nationale, un plan d'ensemble d'organisation et d'équipement de l'administration;